



Grève d'un jour... crève toujours !

Après le 13, toutes et tous en grève le 27 !

Ils ont grévé et puis après ?

Depuis la grève unanimement suivie du 13 janvier, rien n'a changé dans nos classes. La mobilisation massive du 13 n'a pourtant pas été inutile. Blanquer est tombé de son piédestal médiatique, il a dû ravalé sa morgue. Quant à ses mensonges et à sa suffisance, ils ont été largement documentés et commentés. Le premier de la classe de la macronie s'est pris un mauvais point et, sans notre mobilisation, ça ne serait jamais arrivé. Le recrutement des candidats des listes complémentaires au concours est aussi une victoire, même si cela ne comblera pas tous les manques.

Il aura fallu la moitié des écoles fermées et les deux tiers des personnels en grève pour parvenir à se faire un peu respecter par ce pitre qui nous parle d'exemplarité tout en préparant ses protocoles sanitaires en short à fleurs, la veille pour le lendemain.

Pour la CNT, il faut désormais profiter de cette brèche et passer à l'offensive pour reconquérir les acquis sociaux et pédagogiques que le ministre a méticuleusement démantelés au long de ses 5 années de règne toxique.

Dans 10 jours, tout sera réglé, c'est ce que dit en coulisse un conseiller de Macron concernant le mouvement enseignant. La stratégie du gouvernement est claire, il s'agit de faire le dos rond et de prétendre que tout ira mieux quand Omicron aura reflué. Quelques mesures symboliques de colmatage en trompe-l'œil à coup de recrutement de précaires, quelques excuses feintes et une boîte de masques sont censés nous faire rentrer à la niche pour reprendre le travail dans une école en ruine. Il faudrait donc accepter toutes les réformes inadmissibles qui condamnent le service public et qui nous pourriront la vie les 20 prochaines années.

Il est hors de question d'accepter passivement que l'Éducation nationale connaisse le sort funeste de l'hôpital public. Car les mêmes recettes capitalistes produiront les mêmes désastres, sans l'ombre d'un doute.

Le virus passe, la galère reste.

Si nous nous battons, c'est parce que nous refusons la loi Rilhac et le management vertical qui prouve tous les jours sa consternante inefficacité à l'occasion de la crise covid. Si nous nous battons c'est parce que nous refusons Parcoursup et sa logique de sélection scolaire qui est une sélection sociale mais aussi parce que les dysfonctionnements de cet outil plongent aujourd'hui toute une classe d'âge dans l'incertitude et le désespoir. Si nous nous battons, c'est parce que nous refusons la réforme du bac, la pression permanente de l'évaluation continue et le dévoiement de la relation pédagogique en une triste mission de sélection. Si nous nous battons, c'est parce que nous refusons le démantèlement de la voie professionnelle et sa transformation en formation patronale utilitariste à moindre coût, sans aucune ambition émancipatrice pour les enfants des classes populaires. Si nous nous battons, c'est parce que nous voulons sortir les AESH de la précarité, parce que nous refusons la maltraitance institutionnelle que produit la politique d'inclusion sans les moyens humains et matériels qui lui sont nécessaires. Zemmour fait évidemment vomir tout le monde, car il propose de rétablir tranquillement l'ostracisation des personnes handicapées. Le gouvernement s'en offusque mais derrière les déclarations outrées, il organise dans les faits l'abandon des élèves en situation de handicap en masquant les pénuries d'AESH derrière la mise en place des PIAL et des dispositifs Ulis et en persistant à payer les AESH moins de 800 € par mois. Si nous nous battons, c'est pour retrouver des Rased capables d'aider les élèves avec des collègues nombreuses et formé·es. Nous savons que, quand les Rased deviennent des « pôles ressources », c'est que notre hiérarchie maquille la pénurie en remplaçant des aides concrètes par des procédures.

Nous ne faisons pas des grèves pour obtenir des boîtes de masques, mais nous luttons pour rétablir un recrutement conséquent de professionnels convenablement formé·es et payé·es, capables d'assurer un enseignement de qualité pour tous les élèves.

Mépris : les mots et les actes.

Pour nous le mépris ne se limite pas à quelques petites phrases, à l'indigence des protocoles ou aux affres d'un ministre tantôt « jet set » à Ibiza, tantôt « daron noir » du faux syndicat « avenir lycéen ». Le mépris, c'est le démantèlement méthodique et assumé de l'école publique égalitaire, c'est la remise en cause des statuts protecteurs de ses personnels, c'est la neutralisation des capacités professionnelles des professeurs par leur transformation en exécutants de procédures stéréotypées estampillées « scientifiques », c'est le management par évaluations ou par intimidations quitte à fabriquer des ennemis « islamogauchistes », à menacer les profs suspects de « wokisme » ou à stigmatiser les élèves pas assez « laïques ». Le mépris c'est de fanfaronner, depuis 5 ans, qu'on est le ministre de la revalorisation tout en maintenant le point d'indice au congélateur quand l'inflation est à 4 %. Nos salaires réels ont ainsi chuté de 20 % en 20 ans.

Pourtant, de l'argent, il y en a !

Il y en a tellement que Blanquer trouve le moyen de « rendre » plus de 600 millions d'euros du budget de l'Éducation nationale à Bercy sur les deux dernières années « covid ». Il trouve aussi le moyen de donner 500 000 € aux escrocs du cabinet d'audit McKinsey pour leurs précieux conseils en manipulation politique afin de mieux précariser les profs sans faire de vague. Surtout, Oxfam nous apprend que l'hyper-bourgeoisie a accumulé plus de milliards en deux ans de crise covid que pendant les 10 dernières années parce que les rupins se sont goinfrés d'argent public à la faveur du « quoi qu'il en coûte » capitaliste qui a d'abord favorisé les plus riches. Si les milliardaires français devaient distribuer leurs dividendes 2019-2021, on pourrait quadrupler le budget de l'hôpital public, tripler celui de l'éducation ou faire un chèque de 3 500€ à chaque personne habitant en France.

Lutter ou subir ?

Il est urgent d'imposer d'autres choix économiques et politiques par la construction d'un mouvement social interprofessionnel qui se donne les moyens d'engager un rapport de force concret. Il n'y a rien à attendre des promesses électorales qui voudraient que nous espérons passivement l'arrivée d'un nouveau messie présidentiel. Il n'y a rien à attendre des négociations feutrées avec les représentants d'un pouvoir politique qui ne défendent que les intérêts de leur classe.

La CNT éducation appelle à la grève le 27 janvier avec l'ensemble des secteurs professionnels, pour rejoindre les travailleuses et les travailleurs du privé et du public, les précaires, les chômeuses, les étudiants...

- Nous devons forcer la bourgeoisie à payer pour **financer un plan d'urgence** pour les services publics, pour les minimas sociaux, pour les salaires du public et du privé.
- Nous devons étendre les pratiques d'**auto-organisation** dans nos lieux de vie et de travail pour gérer par et pour nous-mêmes les adaptations à la situation sociale et épidémique et identifier les besoins au plus près de la réalité.
- Nous devons nous donner les moyens de **reconduire et d'amplifier les grèves** pour faire triompher notre camp social en renvoyant les managers, les capitalistes et leur école-entreprise dans les poubelles de l'histoire.

★ <http://www.cnt-f.org/fte>

(site de la FTE : Fédération des
Travailleuses et des Travailleurs de l'Éducation - CNT)

